



Au dernier comité de suivi des examens, celui du 7 mai, nous vous faisons part de notre forte inquiétude quant au déroulement des examens ; nous étions en deça de la réalité ; le bac, notamment, s'est transformé en bacatastrophe alors que l'oral de rattrapage de BTS a ressemblé à un exercice d'improvisation, alors que les épreuves de rattrapage au bac existent depuis bien longtemps, et qu'une transposition de ce fonctionnement aux bts aurait pu être réalisé sans difficulté. À réinventer l'eau chaude, le MEN s'est noyé. Les collègues n'ont eu que tardivement des consignes confuses, et le choix de ne rattraper l'ensemble des matières que sur 2 épreuves confine à l'insulte pour des étudiants ayant travaillé toutes les disciplines toute l'année.

EAF, grand oral, seuls les professeurs ont permis que le bac ait lieu : recevant des convocations très fantaisistes (parfois 45 convocations simultanées sur des lieux différents et dans des disciplines diverses et variées et sans rapport avec la discipline enseignée...), au dernier moment (le matin même, parfois...), par professionnalisme, par attachement aux épreuves terminales du bac et par souci des élèves, les collègues ont tenu le bac à bouts de bras ; mais c'est au prix d'une immense fatigue et d'une grande souffrance professionnelle : on a vu des examinateurs de l'EAF, épuisés, tomber et être emportés par les pompiers...et revenir tout de même le surlendemain.

Les candidats aussi ont été sacrifiés : certains ont dû revenir, faute d'examineurs, d'autres ont eu des dates finalement anticipées par rapport à la convocation initiale, ce qui en terme de stress et d'organisation des révisions est inacceptable. D'autres, ont eu des jurys de grand oral uniquement composés d'examineurs non spécialistes et n'ayant aucune expertise sur les sujets choisis. Quelle image ces jeunes peuvent-ils avoir de l'institution ? Comment s'étonner ensuite qu'on manque de candidats aux concours de recrutement ? Pour couronner le tout, les examinateurs, pour certains.e.s sont dans l'incapacité de saisir leurs frais sur Imagin et s'inquiètent de leurs indemnités...Le sentiment de mépris est grand.

Et comme si cela ne suffisait pas, deux nouvelles dégradations sont apparues pendant l'été :

- l'élargissement du contrôle continu qui génère un grand désarroi dans certaines disciplines où plus aucune épreuve n'existe

- nous voici aussi confrontés à la confection d'un plan local d'évaluation, dernière injonction de notre ministre pour pallier les méfaits du contrôle continuque nous avons dénoncés même avant son instauration. Harmoniser les évaluations est un objectif légitime lorsqu'il s'agit du baccalauréat et des épreuves terminales. Cependant, nous nous trouvons dans une impasse pédagogique lorsqu'il s'agit du contrôle continu : la confusion entre évaluations formative et certificative engendrée par le contrôle continu nous conduirait à standardiser une évaluation, qui par nature ne peut pas l'être puisqu'elle est pensée par les experts pédagogiques que nous sommes, au sein de nos classes, en fonction de nos progressions et de nos élèves, pour arriver à une évaluation finale, nationale... qui a disparu. L'objectif est donc sans doute davantage de nous contraindre à subir des décisions qui pèseront sur l'exercice de nos métiers afin de mieux nous piloter.

Par ailleurs, nous regrettons de n'avoir eu aucun document en amont de ce comité de suivi, ce qui n'est pas propice au dialogue social.

Une fois de plus, ce n'est pas la conception de notre métier que nous défendons ni l'image que nous voulons donner de l'éducation nationale ou du dialogue social.